

Unicancer présente les conclusions de son étude relative aux retards de diagnostics en cancérologie liés à la crise sanitaire et déplore l'absence de revalorisation des praticiens des Centres de lutte contre le cancer

Paris, Mardi 8 décembre 2020 – Unicancer annonce la publication imminente d'une étude relative aux retards de diagnostics et de soins en cancérologie liés à la crise sanitaire. La fédération déplore par ailleurs, l'absence de revalorisation des praticiens des Centres de lutte contre le cancer (CLCC) à la suite du Ségur de la santé. La différence de traitement des CLCC avec l'hôpital public engendre un mouvement social inédit dans les centres.

Une baisse des diagnostics

Le Professeur Jean-Yves Blay, Président d'Unicancer, a présenté ce matin les conclusions de l'étude : « *Delay to care due to COVID-19 for patients with newly diagnosed cancer and estimated impact on cancer deaths in France* », au cours d'une conférence de presse tenue en présence du Professeur Axel Kahn, Président de la Ligue contre le cancer et de Sophie Beaupère Déléguée générale d'Unicancer. Réalisée de janvier à juin 2020 dans 17 des 18 CLCC du réseau Unicancer, cette étude, qui sera prochainement publiée, mesure l'impact de la première vague d'épidémie de Covid-19 sur la prise en charge des patients atteints de cancer. Les chiffres observés conduisent à une estimation de 1 000 à 6 000 décès supplémentaires par cancer, liés à la crise sanitaire.

« *Après la première vague de la Covid-19, un déficit important de diagnostics de cancer a été observé. Selon les endroits, nous avons en effet enregistré une baisse de 30 à 50%* », souligne le Pr. Kahn, Président de la Ligue contre le cancer. Selon lui, « *les chiffres n'ont pas été rattrapés par la suite* » et les CLCC n'ont pas connu l'effet rebond attendu en termes de diagnostics et consultations. Il poursuit : « *un grand pays comme le nôtre se doit de soigner la Covid-19 mais, passée la sidération de la première vague, doit absolument éviter les pertes de chances sur d'autres pathologies graves.* »

Le cancer est la première cause de mortalité en France. Le Professeur Blay souligne le fait que les patients atteints de cancer sont particulièrement « à risque », car souvent fragilisés par leur pathologie et leur traitement. Selon lui, « *ils doivent être une priorité des politiques publiques de santé, lors de l'affectation des moyens alloués et particulièrement dans le cadre de la campagne vaccinale qui démarrera fin 2020* ».

Un sentiment d'injustice traduit par des mouvements sociaux au sein des CLCC

Spécialisés dans la prise en charge de ces patients, les Centres de lutte contre le cancer, en tant qu'établissements hospitalo-universitaires d'intérêt collectif, sont au cœur du service public de santé. La spécialisation en cancérologie induit au quotidien des prises en charges lourdes et complexes. La crise a amplifié cette complexité. Les médecins des CLCC, qui pratiquent une activité de service public exclusif, sans aucune activité libérale, ont dû faire preuve d'une grande



capacité d'adaptation pour éviter les pertes de chance et maintenir un continuum soins-recherche.

Pour autant, malgré leur grande implication, reconnue par tous, les praticiens des CLCC et des établissements privés non lucratifs n'ont pas bénéficié des mesures de revalorisations décidées à l'issue du Ségur de la santé, ce qui crée « *un sentiment d'injustice* » selon Sophie Beaupère. Le Professeur Blay indique qu'à son sens « *l'attractivité de nos établissements est remise en question et nous inquiète. Le renforcement de l'attractivité de l'hôpital public ne doit pas se faire au détriment des CLCC, et de leurs missions de soins, de recherche et d'innovation* ».

Les présidents de Commission Médicale d'Établissement des CLCC font part de leur déception. Fautes de perspectives, des mouvements sociaux s'organisent dans les centres : pétitions, courriers des présidents de CME, mouvements de mobilisation dans la perspective du 18 décembre. Unicancer fait part de son incompréhension considérant qu'il y a une injustice à l'égard des praticiens des centres. L'absence de revalorisation de la prime d'exercice de service public exclusif, pénalisera fortement l'attractivité des CLCC, qui « *commencent déjà à rencontrer d'importantes difficultés pour recruter et fidéliser leurs équipes médicales, en particulier les jeunes praticiens* » selon Sophie Beaupère.

C'est pourquoi, Unicancer sollicite l'ouverture rapide de discussions sur les rémunérations avec le Ministère de la santé.

Contacts presse :

Michael Canovas : m-canovas@unicancer.fr

Nicolas Merlet : 06.25.79.64.79 / nicolasmerlet@ortus-sante.fr

A propos d'Unicancer

Unicancer est l'unique réseau hospitalier français dédié à 100 % à la lutte contre le cancer et la seule fédération hospitalière nationale dédiée à la cancérologie. Il réunit 18 Centres de lutte contre le cancer (CLCC), établissements de santé privés à but non lucratif, répartis sur 20 sites hospitaliers en France. Les CLCC prennent en charge plus de 530 000 patients par an (en court-séjour, HAD et actes externes).

Unicancer est aussi le premier promoteur académique d'essais cliniques en oncologie, à l'échelle européenne, avec 100 essais cliniques actifs promus, près de 6 300 patients inclus, 64 000 patients enregistrés dans la base de données ESME.

Reconnu comme leader de la recherche en France, le réseau Unicancer bénéficie d'une réputation mondiale avec la production d'un tiers des publications françaises d'envergure internationale en oncologie (source : étude bibliométrique/ Thomson Reuters). Au total, près de 800 essais cliniques (inclusions ou suivis) sont promus en 2019 par le réseau Unicancer, plus de 15% des patients des CLCC sont inclus dans les essais cliniques et plus de la moitié des PHRC dévolus aux CLCC.

Les 18 CLCC et la direction R&D d'Unicancer sont certifiés ISO 9001:2015 pour leur recherche clinique.

>> Suivez-nous : www.unicancer.fr    